



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DE LA RÉGION GUYANE

### DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT

Service Planification, Connaissance et Évaluation

Mission autorité environnementale

#### ARRÊTÉ N° R03-2018-05-09-005

Portant décision dans le cadre de l'examen au cas par cas du projet d'ARM sur la crique Grand Abounami à Papaïchton, en application de l'article R. 122-2 du Code de l'environnement

#### LE PRÉFET de la RÉGION GUYANE CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

VU la directive 2011/92/UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

VU le Code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R. 122-2 et R.122-3 ;

VU la loi n° 46-451 du 19 mars 1946 érigeant en départements, la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane française et La Réunion ;

VU le décret n° 2010-146 du 26 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 19 décembre 2017 nommant M. Raynald VALLEE directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Guyane ;

VU l'arrêté préfectoral n° R03-2018-01-16-013 du 16 janvier 2018 donnant délégation de signature à M. Raynald Vallée, directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Guyane ;

VU l'arrêté R03-2018-01-26-003 du 26 janvier 2018 portant subdélégation de signature administrative et financière du personnel d'encadrement de la DEAL ;

VU la demande d'examen au cas par cas présentée par la compagnie minière, relative au projet d'ARM (Autorisation de Recherches Minières) sur la crique Grand Abounami sur le territoire de la commune de Papaïchton, et déclarée complète le 20 avril 2018 ;

**Considérant** que le projet consiste à réaliser à titre temporaire des travaux de recherches mécanisés sur le DPF privé de l'État (Domaine Public Forestier) visant à déterminer un gisement aurifère en vue d'en solliciter ultérieurement l'exploitation ;

**Considérant** que le projet, placé en site isolé, nécessitera pour son exécution l'utilisation d'une pelle mécanique (pelle excavatrice), l'ouverture de layons sur environ 34 km et douze points de franchissements de cours d'eau ;

**Considérant** qu'un camp de prospection sommaire sera mis en place sur le périmètre de chaque ARM et que seront rebouchés les tests en disposant les terres et graves dans l'ordre du fonçage ;

**Considérant** que le projet est classé en espaces naturels de conservation durable du SAR (schéma d'aménagement régional), est situé à l'intérieur du corridor qui fait la liaison entre le cœur du Parc et la série d'intérêt écologique de la forêt de Paul Isnard et que des mesures de prévention sont prévues pour limiter l'impact sur le milieu naturel ;

Sur proposition du directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

### **ARRÊTE :**

Article 1<sup>er</sup> - En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement, le projet d'autorisation de recherche minière présentée par la Compagnie Minière Phoenix, est exempté de la réalisation d'une étude d'impact.

Article 2 - La présente décision, prise en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet pourrait être soumis.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture de la région Guyane et le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Guyane sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Guyane.

Cayenne, le 09 mai 2018

Pour le Préfet et par délégation  
le directeur-adjoint de la DEAL,

*signe*

Didier RENARD

#### Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois suivant sa publication :

- d'un recours administratif gracieux auprès du Préfet de la Guyane. L'absence de réponse du Préfet au terme de ce délai de deux mois vaut rejet implicite.

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois suivant le rejet du recours administratif gracieux :

- d'un recours contentieux déposé auprès du greffe du tribunal administratif de Cayenne (7, rue Schoelcher – BP 5030 – 97 305 Cayenne Cedex).

Tout recours contentieux doit être précédé d'un recours administratif, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux.